



Paris, le 21 mars 2008

## *Trop c'est trop !!! Ça suffit comme ça !!!*

Les élections municipales des 9 et 16 mars ont marqué un rejet de la politique du gouvernement. Alors que la droite avait d'abord fait de ces élections un enjeu national, elle a dû retirer ses prétentions devant la baisse de popularité spectaculaire de Nicolas SARKOZY. Malgré un silence assourdissant de sa part, les électeurs ont sanctionné de nombreux maires de droite.

Ces résultats avaient été annoncés par les mobilisations sectorielles contre les suppressions d'emplois, les délocalisations et pour la défense du pouvoir d'achat et les revalorisations salariales. C'est ainsi que les employés d'Arcelor-Mittal en Moselle, de Kléber à Toul, de Ford en Gironde ou de Lenoir et Mernier dans les Ardennes ont montré que la combativité était réelle et qu'il était possible de lutter contre les méfaits du patronat et du gouvernement. La journée d'action du 1<sup>er</sup> février dans le commerce a également été un véritable succès. Les mobilisations récentes à l'éducation nationale dans le second degré contre les suppressions de personnels en septembre prochain et dans le premier degré contre la réforme promise par le ministre DARCOS sont aussi des preuves de ce regain.

Par ailleurs, le vote du mini traité constitutionnel le 4 février avec l'aide d'une partie de la gauche de gouvernement en dépit du résultat du référendum de 2005, le plan banlieue de Fadela AMARA qui ne répond pas aux problèmes de discrimination de tous ordres subis par les populations des quartiers populaires mais prévoit 4000 policiers supplémentaires, les déploiements policiers à Villiers-le-Bel le 18 février ou contre les travailleurs sans-papiers dans un foyer de Paris (115 interpellations !), le rapport ultra-libéral d'ATTALI demandant des sacrifices supplémentaires à tous les travailleurs alors que les patrons comme GAUTIER-SAUVAGNAC et l' IUMM se gratifient des primes mirobolantes sont aussi des raisons du revirement de l'électorat depuis les élections présidentielles.

Malgré sa défaite électorale, le président de la République et le gouvernement FILLON n'annoncent aucun changement dans leur politique et entendent même poursuivre et amplifier leurs réformes. Il faut dire que les positionnements de la plupart des centrales syndicales n'ont, jusqu'ici, pas été à la hauteur des attaques : CFDT, FO, CGC, CFTC ont signé la réforme du contrat de travail imaginé par le MEDEF; la CFDT, l'UNSA, la CGC et la CFTC ont, quant à elles, ratifié une partie des accords salariaux présentés par le ministre de la Fonction Publique. Avec la FSU, le SNPES PJJ continue de revendiquer aucun salaire inférieur à 1500 Euros et une augmentation de 300 Euros pour tous.

La CAN du SNPES-PJJ/FSU estime que des luttes sociales peuvent se développer à partir de ces mécontentements profonds. Il en va de la responsabilité des organisations syndicales. Le SNPES-PJJ agira au sein de la FSU pour préparer ces mobilisations et spécialement sur les questions de l'emploi, de la précarité et du pouvoir d'achat.

A la PJJ, dans la même logique que le gouvernement, l'Administration Centrale, sourde aux avis des personnels et de leurs représentants continue d'exécuter avec zèle et célérité la politique gouvernementale en matière de réforme de l'Etat et des missions.

La réorganisation territoriale de la PJJ se met en place sans aucune information ni consultation, alors que l'inquiétude grandit parmi les personnels et notamment chez les administratifs des DD et DR. L'application de la Révision Générale des Politiques Publiques (RGPP) à la PJJ, va se traduire par une réduction du nombre de directions régionales calquées sur l'organisation de l'Administration Pénitentiaire, un regroupement des services et une baisse des effectifs (notamment des emplois administratifs).

La déconcentration des services de la PJJ et leur proximité avec les publics accueillis sont remis en cause au bénéfice d'un recentrage exclusivement au pénal afin de mettre en place des réponses de maintien de l'ordre public.

La parution de la circulaire de mobilité 2008 fait apparaître une mobilité restreinte. Le nombre de postes offerts a été volontairement limité par les choix des DR qui préfèrent amplifier le recours à l'emploi précaire alors que se pose de façon récurrente la question de la titularisation des personnels contractuels déjà recrutés.

En ce qui concerne les hébergements, le nombre de postes proposés ne permet pas en l'état de répondre aux normes que l'Administration vient elle-même d'édicter (c'est-à-dire un minimum de 12 éducateurs dans les UEHC). L'ensemble des organisations syndicales s'est opposé à cette norme, car elle ne répond pas aux besoins des jeunes et des personnels des services d'hébergements. Un effectif minimum de 14 éducateurs donne la possibilité de doubler les services, y compris la nuit, et d'améliorer la prise en charge des mineurs accueillis. Au lieu de cela, l'administration veut entièrement dédier les foyers aux placements immédiats et aux aménagements de peines.

Les services de milieu ouvert sont confrontés à une forte diminution de postes du fait du passage annoncé au tout pénal. D'ores et déjà, l'activité est comptabilisée uniquement à partir des mesures pénales. A cette diminution des moyens s'ajoute la lourdeur des tâches et des pressions quotidiennes. L'administration, en « évacuant » les mesures éducatives au civil, poursuit le même objectif de généralisation des mesures de probation et d'aménagement de peines. Dans le même temps, elle veut confiner l'investigation pluridisciplinaire à de l'expertise destinée uniquement « à l'aide à la décision judiciaire ».

Alors que l'insertion et la formation professionnelle constituent des éléments essentiels de la prise en charge des jeunes, se développe une volonté de réduire les moyens budgétaires et en personnels affectés à cette mission. De plus, la Mesure d'Activité de Jour (MAJ) instrumentalise l'insertion afin d'instaurer un contrôle permanent des jeunes en les contraignant à une activité occupationnelle. Le parcours individuel d'insertion est nié.

L'accompagnement éducatif des mineurs dans la durée et dans le respect de la singularité de chaque jeune ne peut être assuré avec une telle pénurie de moyens que ce soit en hébergement, en milieu ouvert ou dans le secteur de l'insertion. C'est pourtant dans ce choix que l'administration persiste et signe. Un choix qui donne la priorité aux prises en charges immédiates, courtes et visibles dans le cadre de mesures probatoires, de contention et d'enfermement. La dernière circulaire de mobilité confirme cette orientation, l'essentiel des créations de postes est affecté aux CEF et aux EPM.

Tandis que toutes ces transformations se mettent en place, la DPJJ théorise la notion d'éducation renforcée adossée systématiquement aux activités qui doivent dorénavant traverser toutes les prises en charges des jeunes dans tous les services (insertion, milieu ouvert, hébergement). Elle oppose les entretiens éducatifs aux activités collectives auxquelles elle confère plus d'efficacité. De fait, elle disqualifie la place de la parole et de la négociation dans l'action éducative et ne reconnaît plus les modalités de construction de la relation éducative. Au prétexte de ne pas laisser les jeunes « livrés à eux mêmes », elle veut mettre en place des emplois du temps organisés autour d'activités. En réalité, il s'agit d'avoir les mineurs « sous la main » et sous le regard permanent des professionnels.

Cette conception de l'action éducative n'est rien d'autre qu'un habillage pour légitimer une politique répressive à l'égard des jeunes. Cette politique a produit la monstruosité pédagogique qu'est le fonctionnement des EPM centrés sur les activités intensives et obligatoires. Depuis l'ouverture du premier EPM, des violences nombreuses et le suicide dramatique d'un adolescent sont venus démontrer la dangerosité et l'inefficacité de ce projet. Les activités ainsi conçues, ajoutées au confinement de l'enfermement carcéral, amplifient chez les jeunes l'insécurité et l'angoisse.

La ministre de la justice, dès son arrivée, a annoncé une nouvelle modification de l'ordonnance de 1945. Un groupe de travail est déjà constitué dans la plus grande opacité indiquant une volonté d'accélérer encore plus la transformation des missions de la PJJ. Celle-ci s'inscrit dans le recentrage de l'Etat dans ses fonctions de maintien de l'ordre au dépend de son rôle de protection et de garant de la solidarité nationale. Les conséquences en sont une dénaturation du travail éducatif dans la durée, remplacé par une action rapide et visible afin de répondre au seul souci de maintien de l'ordre public. La mise en place de cette politique par l'administration ne nécessite pas pour elle d'allouer des moyens conséquents en personnels exceptés pour les structures d'enfermement (CEF, EPM). Le résultat en est une dégradation générale des conditions de travail des personnels dans l'ensemble des services (insertion, milieu ouvert et hébergement) et une remise en cause de la qualité de la prise en charge des mineurs.

A ce jour, des services et des départements réagissent face à cette politique. Les agents du département de la Gironde ont fait une grève très suivie à l'occasion de la visite du directeur de la PJJ, les sections départementales de l'Hérault et de la Haute Marne (fermeture du foyer de Chaumont) ont déposé un préavis de grève. Quant aux personnels de la région Bourgogne, ils se mobilisent contre la réorganisation-démantelement de leurs services et le département de Saône et Loire se mobilise pour défendre le maintien de la double compétence de la PJJ au civil et au pénal.

#### **La CAN :**

- **Dénonce le dialogue social de façade qui autorise la DPJJ à passer en force**
- **Appelle à continuer, à amplifier et à participer à toutes les mobilisations pour l'arrêt du programme EPM. Un appel pétition national sera lancé à l'occasion de l'ouverture de l'EPM de Porcheville (78).**
- **Appelle à organiser la mobilisation autour du fonctionnement des hébergements collectifs pour obtenir les moyens en personnels et l'application au 1<sup>er</sup> janvier 2008 de la revalorisation indemnitaire.**
- **Appelle à réunir l'ensemble des personnels et à organiser les actions nécessaires pour mettre en commun toutes les informations sur la réorganisation territoriale, notamment celle des DD et DR.**
- **Appelle à lutter contre la fin de la compétence au civil de la PJJ, à organiser toutes formes d'action et de résistance et à continuer le travail unitaire avec les syndicats de la PJJ, des Magistrats, les associations ainsi que les initiatives en direction des conseils généraux.**

**La CAN soutiendra, relayera et unifiera les actions et les mobilisations qui se font jour dans les départements et les régions pour créer les conditions d'une mobilisation nationale.**